

Marché du médicament

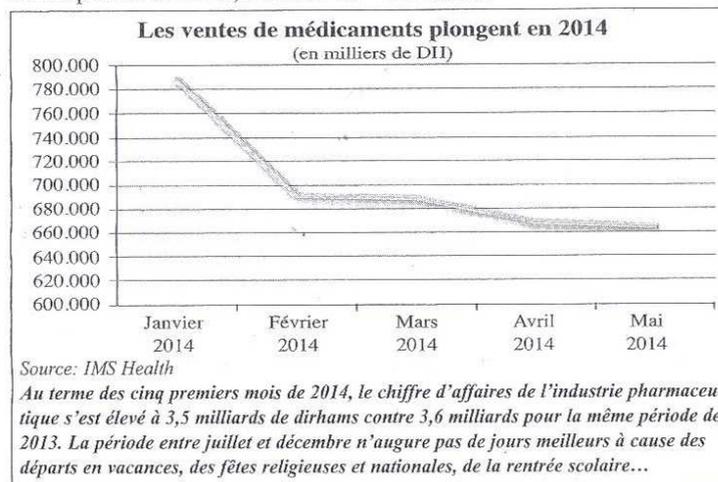
Pourquoi l'industrie va mal

• A fin mai, le chiffre d'affaires en baisse de 100 millions par rapport à 2013

• Toutes les spécialités thérapeutiques concernées

CETTE fois, c'est la bérézina. L'industrie pharmaceutique continue sur sa tendance baissière. Selon IMS Health⁽¹⁾, le chiffre d'affaires du marché privé du médicament à fin mai s'élève à 3,5 milliards de dirhams contre 3,6 milliards pour l'année précédente. En fait, la baisse s'est

30% de la population est privée d'une couverture médicale. Mais bien qu'ils soient couverts par une assurance-maladie, bon nombre de patients s'abstiennent de se soigner. En cause, le coût d'une prise en charge médicale qui suppose parfois, en plus de l'achat de médicaments, des analyses sanguines, des radios... Ce qui représente un lourd budget puisqu'il faut régler la facture avant d'être remboursé. Pour y remédier, la piste du ticket modérateur est régulièrement avancée. Un dispositif censé améliorer l'accès aux soins puisque les patients pourraient payer 30% seulement du montant des soins au lieu de la totalité. A charge pour le producteur de soins de réclamer le reste auprès de l'assureur.



installée depuis le mois de janvier, qui avait enregistré un chiffre d'affaires de 789,1 millions de dirhams contre 847,8 millions de dirhams pour janvier 2013. En termes de volume, il s'est vendu 21,48 millions d'unités contre 21,32 millions en avril et 27,2 millions en janvier.

La baisse a touché toutes les familles thérapeutiques. Mais ce sont les médicaments destinés au traitement de l'appareil respiratoire qui ont enregistré la baisse la plus significative puisqu'ils ont reculé de 8% (-5% en termes de chiffre d'affaires) par rapport au mois d'avril. «La baisse du chiffre d'affaires du secteur, enregistrée depuis le début de l'année, prouve que, pour plusieurs raisons, les consommateurs achètent de moins en moins de médicaments malgré la baisse de prix de 800 produits», explique un industriel. Selon le professionnel, la crise économique pousse les consommateurs à reléguer l'achat de médicaments au second plan par rapport à d'autres dépenses jugées prioritaires, du moins pour les affections légères. Les chiffres officiels du gouvernement indiquent que près de

Sur ces dernières années, l'industrie pharmaceutique a enregistré des croissances à deux chiffres. «Entre 2006 et 2010, grâce à l'instauration de l'assurance maladie obligatoire, le secteur a enregistré une croissance de 10% en moyenne. Mais depuis 2010, le marché déprime, car, aucune nouvelle référence n'a été introduite dans la liste des médicaments remboursables. C'est ce qui explique pourquoi l'effet AMO s'est estompé», affirme un opérateur. L'autre facteur expliquant la baisse des ventes concerne la situation d'attentisme précédant la baisse des prix. Pharmaciens d'officine et grossistes ont suspendu leur approvisionnement en médicaments pour éviter de se retrouver avec des invendus. □

Hassan EL ARIF



(1) C'est l'institut qui centralise les indicateurs financiers de l'industrie pharmaceutique dans le monde.

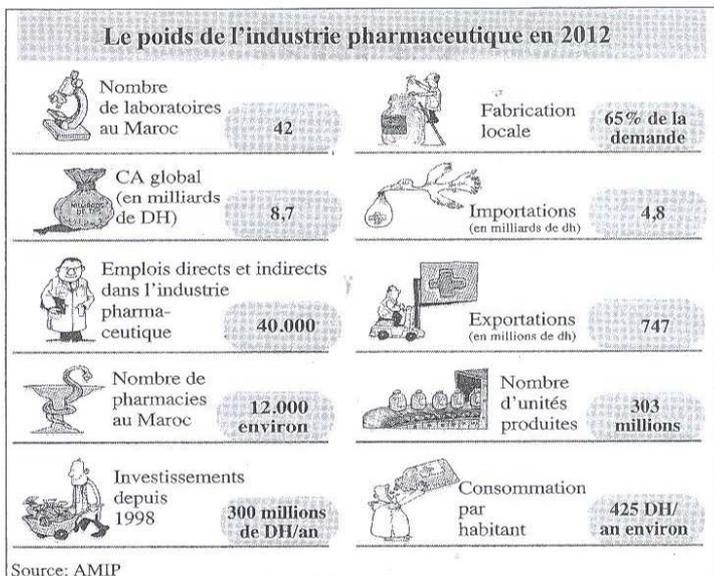
Un écosystème pour relancer le secteur

- **Objectif: réduire le déficit commercial, passé de 1,99 milliard de DH à 4,16 en dix ans**
- **Les industriels ciblent l'export vers l'Afrique subsaharienne**

APRÈS l'OCP, l'automobile, le câblage, le ministère de l'Industrie et du Commerce s'appête à lancer des écosystèmes dédiés à l'industrie pharmaceutique. Deux réunions ont déjà été tenues entre Moulay Hafid Elalamy, El Haussaine Louardi, ministre de la Santé, et les industriels. Une étude sera bientôt lancée pour définir les écosystèmes industriels pharmaceutiques ainsi que la feuille de route opérationnelle pour leur mise en place. A travers cette mesure, le gouvernement veut réduire le déficit commercial, passé de 1,99 milliard de dirhams en 2004 à 4,16 milliards en 2013. Si rien n'est fait, il atteindra 9,76 milliards

de dirhams en 2023. Les industriels sont invités à réfléchir aux thématiques autour desquelles seront créés les écosystèmes. La première piste qui commence à se préciser serait l'export. L'objectif étant de créer une plateforme spécialisée dans l'export vers les pays d'Afrique subsaharienne. D'autant plus que le développement des exportations figure parmi les priorités du contrat-programme signé entre le gouvernement et la profession il y a tout de même presque un an et demi. La feuille de route sectorielle se propose de porter le chiffre d'affaires à l'export à plus de 10 milliards de dirhams dans dix ans contre 909 millions de dirhams en 2013.

Mais l'affaire n'est pas gagnée d'avance. Plusieurs pré-requis devront être remplis avant la création d'un écosystème. Pour adresser les marchés d'Afrique subsaharienne, les industriels sont appelés à rajeunir leur offre en modernisant notamment les autorisations de mise sur le marché (AMM) pour proposer des produits capables d'affronter la concurrence internationale.



Bien que cinquantenaire et aux normes internationales, l'industrie pharmaceutique marocaine reste fortement positionnée sur la production et la distribution au détriment de la recherche & développement et des activités à plus forte valeur ajoutée

Le marché mondial de l'externalisation de la production et de la recherche & développement s'élève à plus de 55 milliards de dollars. La tendance est appelée à s'accélérer en raison de la politique de réduction des coûts des majors mondiales de l'industrie pharmaceutique. Mais le Maroc n'arrive pas à se positionner. Parmi les raisons de ce

de gouvernement), l'outsourcing de services R&D, ainsi que des segments de niche à forte valeur ajoutée telle que la bio-informatique, la bio-imagerie ou encore les biomarqueurs. Pour concrétiser ces objectifs, le Maroc devra concevoir une offre intégrée et conforme aux normes internationales. L'une des premières mesures pour combler

Un programme d'appui aux laboratoires

Le gouvernement s'engage à mettre en place des programmes d'accompagnement, via l'Anpme, des entreprises pharmaceutiques, en particulier en matière d'homologation et de certification de l'outil de production. Seuls les laboratoires totalisant un chiffre d'affaires de moins de 175 millions de dirhams sont éligibles. Une convention spécifique doit être signée entre la profession et le gouvernement. Les associations professionnelles sont appelées à assurer la promotion des dispositifs d'accompagnement auprès de leurs membres et collaborer à l'identification des actions de mise à niveau, des cabinets conseils, à l'adaptation du programme Moussanada aux besoins du secteur.

L'industrie pharmaceutique est représentée par une quarantaine de laboratoires nationaux et internationaux. Cependant, le secteur reste fragmenté puisque les unités industrielles nationales ne disposent pas de capacités de commercialisation suffisantes et compétitives. Pour affronter la concurrence internationale sur les marchés cibles, le contrat-programme recommande la mutualisation des efforts individuels et la création de synergies pour réaliser des économies d'échelle. Ce qui débouchera sur la création d'un consortium spécialisé dans l'export. L'avantage étant le renforcement de la capacité de négociation des entreprises pharmaceutiques sur les marchés d'Afrique subsaharienne. □

retard, la taille relativement modeste de son marché comparativement à des pays voisins, l'absence d'installations spécialisées et de ressources qualifiées. Les barrières réglementaires à l'entrée font également partie des boulets qui empêchent le Maroc d'attirer une part de l'externalisation de la production et de la R&D. Le ministère de tutelle cible surtout les essais cliniques, y compris les études de bioéquivalence (le projet de loi vient d'être adopté en Conseil

les failles consiste en la création de Pharma, une plateforme industrielle intégrée (PII) dans le cadre du contrat-programme signée avec la profession. L'infrastructure est destinée à capter une partie du potentiel d'externalisation au niveau international. □

Hassan EL ARIF